

Le Venezuela confirme que le gouvernement colombien est le principal violateur des droits humains en Amérique latine



Caracas, 14 août (RHC) Le ministre des Affaires étrangères du Venezuela, Jorge Arreaza, a déclaré que "la tyrannie oligarchique colombienne" -en référence au gouvernement d'Iván Duque- "doit cesser maintenant "parce qu'il considère qu'elle est la principale violatrice des droits de l'homme dans la région et que son soutien est "l'industrie du trafic de stupéfiants et les mercenaires".

L'affirmation du chef de la diplomatie vénézuélienne était en réponse à la vice-présidente et également ministre des relations extérieures de la Colombie, Marta Lucia Ramirez, qui a attaqué le gouvernement vénézuélien ce jeudi sur la base des avis de l'ancien procureur de la Cour pénale internationale (CPI) Fatou Bensouda, qui a déclaré que Caracas aurait refusé d'enquêter sur des allégations de crimes contre l'humanité.

Ramirez, qui a interprété les opinions de Bensouda comme s'il s'agissait d'un "rapport du Bureau du Procureur de la CPI", a souligné sur Twitter que la région "doit devenir entièrement démocratique" et "mettre fin à des dictatures qui repoussent les droits de l'homme et le développement des nations".

Arreaza a répondu qu'il était d'accord et que c'était précisément "la tyrannie oligarchique colombienne" qui devait tomber.

"D'accord. La tyrannie oligarchique colombienne, principale violatrice des droits humains en Amérique latine, dont la colonne vertébrale est l'industrie du trafic de drogue et les mercenaires, doit cesser maintenant", a écrit le diplomate vénézuélien.

Arreaza a également réagi à un message publié par le président colombien, Ivan Duque, qui, comme son ministre des Affaires Étrangères, a pris les observations de Bensouda comme une conclusion officielle de la CPI. Le chef de la diplomatie vénézuélienne lui a fait remarquer qu'il était "très mal informé" et qu'il "devrait être mis à jour" sur les questions de la cour.

Dans le message de Duque sur Twitter, accompagné d'une photo personnelle au siège de la CPI, le locataire de la Casa de Nariño, siège de l'exécutif colombien, en a profité pour rappeler qu'en 2017 il avait dénoncé le président vénézuélien.

"Ce personnage n'est plus un visage de planche, mais un visage de pierre. Son gouvernement et ceux d'Uribe sont responsables des pires crimes contre l'humanité de l'histoire de la Colombie et de toute l'Amérique latine. En outre, il est très mal informé sur les questions de la CPI. Il devrait être mis à jour", a déclaré Arreaza.

(Russia Today)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/266985-le-venezuela-confirme-que-le-gouvernement-colombien-est-le-principal-violateur-des-droits-humains-en-amerique-latine>



Radio Habana Cuba